

**Union européenne - Grèce -
Conférence de presse conjointe de
M. Bernard Cazeneuve, Premier
ministre, et de son homologue grec,
M. Alexis Tsipras - Propos de M.
Cazeneuve**
(Athènes, 03 mars 2017)

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Premier ministre, Cher Alexis,

Je voudrais d'abord vous remercier, au nom de la délégation qui m'accompagne, pour l'accueil très chaleureux que vous nous avez réservé aujourd'hui, pour la qualité et la densité des échanges que nous venons d'avoir à l'occasion de l'entretien bilatéral et qui vient de se passer, et du déjeuner qui a suivi.

Je suis accompagné par le ministre de l'économie et des finances, Michel Sapin, par le ministre des affaires européennes, Harlem Désir, qui eux-mêmes ont eu ce matin - et je crois que ça se poursuivra cet après-midi - des entretiens bilatéraux qui viendront compléter ceux que nous avons eus ensemble et préciser les conditions dans lesquelles nous mettrons en oeuvre les décisions que nous avons arrêtées.

Cette visite s'inscrit dans la continuité d'autres entretiens qui ont eu lieu et qui témoignent de la densité et de la proximité de nos relations. La visite du président de la République, François Hollande, en 2015, celle de mon prédécesseur Manuel Valls au mois de juin 2016, qui a conduit à la signature d'une feuille de route qui témoigne de la richesse de nos relations bilatérales dans de multiples domaines, économique mais aussi universitaire, culturel, scientifique, technique, et je suis particulièrement heureux de pouvoir aujourd'hui, avec vous, aborder d'autres sujets qui sont au coeur de notre agenda commun.

Je souhaitais d'abord me rendre à Athènes pour souligner le message très clair de confiance que les autorités françaises ont déjà passé à plusieurs reprises à nos amis grecs. La France a confiance dans l'avenir de la Grèce, confiance dans sa capacité à continuer les réformes courageuses qui lui permettront de renouer avec la croissance, confiance aussi dans son redressement et dans sa capacité à continuer à apporter une contribution décisive, utile au projet européen.

Alors que la Grèce a dû affronter les situations les plus difficiles, elle a su aussi - et c'est sa force - prendre avec courage des décisions importantes pour améliorer les conditions de vie des habitants. Et elle récolte aujourd'hui le fruit de ses efforts. L'économie redémarre, les

perspectives de croissance sont bonnes, les investissements reprennent - j'étais ce matin avec des investisseurs français qui disent leur confiance en l'avenir - les réformes aussi progressent et nous souhaitons pour toutes ces raisons redire notre confiance en la Grèce qui a tant à offrir grâce au potentiel de sa jeunesse, de sa culture, à son potentiel d'innovation, de modernisation et de croissance à l'Union européenne.

Depuis l'été 2015, moment difficile pour l'Europe et pour la Grèce, où l'intégrité de la zone euro pouvait être mise en danger, la France a catégoriquement refusé à cette date que l'on puisse ne pas manifester la solidarité que l'on devait à notre partenaire grec. Et je l'ai dit à nouveau à Alexis Tsipras : la France se tiendra toujours et durablement aux côtés de la Grèce à travers notre coopération bilatérale, mais également à travers le programme d'aide de l'Europe.

C'est ce que nous faisons encore en ce moment en favorisant l'adoption de ce qu'on appelle techniquement la «deuxième revue», qui doit permettre à la Grèce de continuer à bénéficier du programme d'assistance financière de l'Europe, et j'ai bon espoir, car la volonté politique est là, du côté de la Grèce et aussi de ses partenaires, et je suis convaincu que cette volonté politique se traduira une fois de plus par de bons résultats, par de bons compromis dans un proche avenir ; et au-delà, je veux le rappeler, il faudra regarder avec le plus grand sérieux la question de la dette grecque. L'Eurogroupe de mai 2016 a pris des engagements en la matière et ces engagements, bien entendu, ont vocation à être tenus.

Par ailleurs, la France continuera à apporter son assistance technique dans le cadre du service de soutien aux réformes structurelles de la commission européenne, mais le soutien à la Grèce, dans son redressement économique, passera aussi par la mobilisation de nos acteurs économiques français et nous nous disions à l'instant, avec les ministres de l'économie et des finances, avec le Premier ministre, Alexis Tsipras, que nous avions, sur l'amorçage des financements des start-up, sur des sujets aussi stratégiques que les transports de demain, la mutation écologique, les politiques énergétiques, l'innovation technologique, la mise en réseau de nos centres de recherche, énormément d'initiatives à prendre qui permettront à l'Europe de retrouver le chemin de la croissance, et à la Grèce d'en bénéficier tout particulièrement. Et de ce point de vue-là, les ambitions du président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, à travers le plan de 300 milliards d'euros qui est mis sur le métier, qui a vocation à être abondé, qui a vocation à accompagner nos filières industrielles d'excellence, doit être une ambition portée ensemble par nos deux pays pour plus de croissance et d'emplois.

Nous avons également évoqué les questions migratoires et je tiens, de ce point de vue-là, à être extrêmement clair. La France aussi a tenu à être aux côtés de la Grèce dans l'épreuve que la Grèce a traversée, que les migrants qui ont fui les persécutions ont traversé, et qui nous a conduits à préconiser au sein de l'Union européenne la plus grande solidarité. C'est en août 2014 que j'avais, Monsieur le Premier ministre, entamé une tournée des capitales européennes puis engagé dans un second temps, avec mon collègue Thomas de Maizière, une démarche destinée à faire en sorte qu'il y ait des mécanismes de solidarité permettant la mise en place d'un processus de relocalisation et de réinstallation matérialisant la volonté de l'Union européenne, face à la crise migratoire, de ne pas laisser les pays de première entrée seuls face aux défis auxquels ils étaient confrontés. Cela s'est traduit par la mise en place de ce processus de relocalisation à partir des hotspots en Grèce et en Italie.

Vous avez eu la gentillesse d'indiquer que la France était le premier contributeur à ce

processus, à cette politique de relocalisation et de réinstallation ; c'est vrai ; nous aurons relocalisé l'an dernier, à partir de la Grèce, près de 300 migrants ; ce qui correspond, Monsieur le Premier ministre, à 30% des migrants relocalisés à partir des hotspots en Grèce.

Nous mobilisons, pour l'année 2017, 360 fonctionnaires français en Grèce qui, issus des forces de sécurité intérieure, des services de renseignement et des administrations françaises en charge de l'asile, viendront accompagner votre administration pour l'enregistrement et l'accès à l'asile des migrants qui relèvent du statut de réfugié en Europe.

Et nous avons bien entendu la volonté de faire en sorte que, sur ce sujet, l'ambition de solidarité qui a porté ces propositions et leur mise en oeuvre en Europe se traduisent par le renforcement de la coopération entre nos deux pays au cours des prochains mois, pour des raisons qui tiennent à nos valeurs humanistes, nous les avons en commun, elles viennent de loin, elles lient depuis longtemps nos deux pays et dans le temps long de l'histoire de l'humanité, mais aussi nous souhaitons le faire parce que nous voulons ensemble, cher Alexis, apporter la démonstration que l'Europe est une protection, qu'elle est une protection y compris face à la question migratoire, et que si nous n'avions pas Frontex pour assurer le contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne, si nous n'avions pas la solidarité pour assurer la mise en protection des réfugiés, si nous n'avions pas des dispositifs d'organisation des retours à travers des centres de maintien dans la bande sahélienne, alors l'immigration serait moins maîtrisée, les désastres de masse seraient plus grands, la traite des êtres humains serait moins combattue, et les populismes pourraient à ce moment-là tirer encore davantage profit de la situation.

Et je tiens à dire très clairement, ici en Grèce, que ce que nous voulons faire à travers le projet européen est aussi une manière de protéger l'Europe face à un autre risque qui est celui des populismes et de l'extrême-droite qui, à travers les solutions propose ses mouvances, ruinerait la possibilité pour l'Europe d'assurer sur tous les sujets, la protection de ses citoyens face au risque majeur qui résulte des désordres du monde.

Enfin je voudrais conclure ce propos en indiquant, Monsieur le Premier ministre, que nous partageons une même ambition pour l'Union européenne. Cette ambition, elle est faite de projets, d'espoirs, mais elle est faite aussi de réalisme, parce que si le réalisme et l'espérance ne se rencontrent pas, alors ce qui relève de l'espérance n'a vocation à n'être jamais traduit dans la réalité.

Et c'est la raison pour laquelle nous souhaitons ensemble - nous en avons parlé - travailler sur l'approfondissement des propositions du président Juncker sur le socle européen des droits sociaux. Ce que nous devons faire pour assurer un salaire minimum garanti européen, pour assurer la lutte contre la fraude au détachement, pour assurer la mise en place d'une couverture maladie qui bénéficie à l'ensemble des citoyens de l'Europe, pour permettre l'adaptation du fonds d'adaptation à la mondialisation, aux restructurations industrielles les plus lourdes, pour permettre la mobilité des apprentis, la mise en place d'une carte étudiant, constitue autant de projets européens, sociaux, structurels qui doivent nous permettre de porter pour l'Europe une espérance, une volonté qui est aussi une manière de battre en brèche la démagogie populiste.

Nous avons la protection contre le terrorisme, elle nous a beaucoup mobilisé au sein du conseil

justice et affaires intérieures, et elle a permis de renforcer les contrôles aux frontières extérieures, de faire travailler davantage ensemble les services de renseignement, d'interconnecter les fichiers criminels et d'obtenir de bons résultats grâce à cette coopération au sein de l'Union. Et puis il y a la protection aussi de nos industries. C'est toute l'ambition du plan Juncker, c'est toute la volonté qui est la nôtre de faire travailler ensemble nos secteurs d'excellence pour plus de croissance et d'emplois, et de ce point de vue, Monsieur le Premier ministre, je veux vous redire la solidarité de la France, les ambitions partagées avec vous et le très grand plaisir que nous avons de constater, visite après visite, que nous avons conscience de notre communauté de destin qui se fonde sur un creuset commun de valeurs qui viennent de loin et que nous avons l'intention de porter haut et loin au sein de l'Union européenne.

(...)

Monsieur le Premier ministre Tsipras vient de répondre de façon très complète à cette question. J'apporterai simplement deux ou trois éléments supplémentaires ; d'abord la grande confiance que nous avons dans la réussite des réformes et du processus dans lequel nous sommes engagés qui est une confiance qui résulte des faits !

Il y avait, l'an dernier, des objectifs d'excédents primaires qui ont été dépassés. Il y a des objectifs de croissance, le Premier ministre vient de les rappeler, qui sont prometteurs pour l'avenir de ce pays et qui témoignent de la capacité de l'économie grecque de retrouver sa vitalité. Il y a des investisseurs qui sont ici présents et qui sont restés en Grèce au moment où la crise était particulièrement aiguë, pas simplement pour des raisons qui tiennent à l'amitié, mais pour des raisons qui tiennent au fait que chacun avait bien à l'esprit les opportunités que représente la Grèce en termes de développement d'activités nouvelles, susceptibles de faire de la croissance et de l'emploi ! Et que l'on parle des énergies nouvelles, des transports de demain, des start-up qui sont sur les activités numériques les plus innovantes, du tourisme bien entendu qui a cru au cours de l'année précédente, il y a là des activités qui sont porteuses de croissance et d'emploi.

Donc la politique qui a été menée par le gouvernement d'Alexis Tsipras, dans le cadre d'une relation équilibrée avec l'Union européenne, donne des résultats qui sont de nature à conforter l'Union européenne dans la relation de confiance qu'elle a entretenue avec la Grèce au cours des derniers mois.

Deuxième élément : il y a des réformes engagées, elles doivent bien entendu se poursuivre, parce que c'est dans la poursuite des réformes - nous sommes dans la même situation en France - que le redressement de l'économie trouvera à se conforter et à s'affermir.

Enfin, troisièmement, il y a la nécessité de faire en sorte - et c'était le message du président Hollande dès 2012 - que tout ce que nous faisons ensemble au sein de l'Union européenne permette d'orienter l'Europe davantage vers la croissance, l'emploi et la solidarité.

Quels sont les résultats de ce point de vue-là ? Le plan Juncker, qui appelle un rehaussement de son niveau d'investissements pour permettre, sur les sujets les plus stratégiques, de créer les conditions de projets de croissance et d'emploi, sur le numérique, sur le transport de demain,

sur la transition énergétique. C'est la volonté que nous avons, à travers le socle européen des droits sociaux, de créer les conditions d'une concurrence juste et loyale, mais aussi d'une protection des droits fondamentaux qui permettent à l'Europe d'être un espace de solidarité et de croissance.

Q - (Sur le blocage de la dette et le risque d'enlisement).

R - Sur ce sujet, nous nous sommes déjà exprimés l'un et l'autre dans notre propos introductif, et aussi en répondant à l'instant à la question qui vient d'être posée. On ne peut pas aborder des négociations avec le seul objectif d'arriver à des blocages qui empêchent tout. Quand on engage des négociations, l'objectif c'est de faire en sorte que les obstacles dans la confiance soient surmontés pour que le meilleur compromis permette de redresser les économies, de faire à terme de la croissance et de l'emploi.

Je vous fais remarquer que, au sommet de la crise, grâce à l'action conduite notamment par la France, je le dis sans autosatisfaction, du président de la République au ministre de l'économie et des finances Michel Sapin dont je salue le rôle tout à fait décisif, grâce à l'excellente relation entre la France et la Grèce, nous avons réussi à dégager des compromis européens, même si ces compromis ont conduit à beaucoup de temps passé et à beaucoup de dialogues francs, directs, parfois tendus, mais nous avons trouvé les compromis.

Sur la question de la dette, nous venons de faire le bilan des résultats obtenus. Ces résultats dégagent quand même un horizon de confiance quant à la suite, plutôt qu'un horizon de contraintes et de pessimisme. Et j'ai dit dans mon introduction que nous souhaitons bien entendu que, sur la question de la dette, le sujet du reprofilage de la dette puisse être abordé de façon pragmatique, raisonnable, sérieuse, comme tous les autres sujets.

Donc nous sommes dans une négociation, elle fait suite à d'autres négociations qui ont abouti. Il n'y a aucune raison que nous ne mettions pas la même énergie pour faire aboutir celle-ci, avec la volonté d'équilibre qui est la nôtre./.

(Source : site Internet du Premier ministre)